



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE CEDEX

Savigny-le-Temple, le 12 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2022

Contexte et constats

GÉORISQUES

Publié sur

GPE IV REAU (EX. SNC PARC DE SENART)

rue Denis Papin
parc d'activité de l'A5
77550 REAU

Références : E4/22 - 0916

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2022 dans l'établissement GPE IV REAU (EX. SNC PARC DE SENART) implanté rue Denis Papin, parc d'activités de l'A5, 77550 REAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GPE IV REAU (EX. SNC PARC DE SENART)
- rue Denis Papin, parc d'activités de l'A5, 77550 REAU
- Code AIOT dans GUN : 0006522000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Cet entrepôt est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4331 et à enregistrement pour rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il est également soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 2910-A-2 et 1185-2a ainsi qu'à déclaration pour les rubriques 2925-1, 4320-2 et 4321-2 de la nomenclature ICPE.

Le site a été mis en service le 7 mars 2022 ; il est exploité par GXO Logistics. Dans ce cadre, l'inspection des installations classées était conviée à visiter le site ; aussi, à cette occasion, il a été décidé de réaliser une inspection de récolement uniquement sur les dispositions constructives. Les points détaillés dans la partie "constats" ne sont pas exhaustifs.

Il est à noter qu'il n'est pas prévu de stockage de liquides inflammables sur le site, dans un avenir proche.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositions constructives ;
- prévention des risques accidents et chroniques ;
- protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site ayant été mis très récemment en service, seules les dispositions constructives ont fait l'objet de l'inspection. Différents documents ont été demandés à l'exploitant, permettant de justifier de sa conformité. Ce dernier a notamment transmis l'analyse de la conformité aux arrêtés préfectoraux, réalisée par le bureau d'études B27 en décembre 2021. Cette dernière porte uniquement sur les dispositions constructives de l'entrepôt et regroupe l'ensemble des justificatifs nécessaires (plans, attestations, PV de classement, etc.).

L'inspection des installations classées a pu constater la conformité de l'établissement à ses arrêtés préfectoraux en matière de dispositions constructives.

Une inspection du site en fonctionnement est prévue avant fin 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(ont) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|--|-------------------|
| Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.2.2 | / | Sans objet |
| Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.2.6 | / | Sans objet |
| Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.3.6.2.1 | / | Sans objet |
| Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.3.12 | / | Sans objet |
| Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.3.4 | / | Sans objet |
| Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.1.4 | / | Sans objet |
| Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.2.1.2 | / | Sans objet |
| Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.2.1.3 | / | Sans objet |
| Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.2.5 | / | Sans objet |
| Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.3.3 | / | Sans objet |
| Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.3.4 | / | Sans objet |
| Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.3.6.5 | / | Sans objet |
| Prévention des accidents | AP Complémentaire du 03/06/2021, article 2.2.1 | / | Sans objet |
| Etat des stocks | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions constructives prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2019 et dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2021 sont respectées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.2.2 |
| Thème(s) : Autre, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Constats : Un plan de récolement des réseaux est disponible et a été transmis à l'inspection des installations classées. Ce dernier fait apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine de la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection, • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les 3 séparateurs d'hydrocarbures, les 2 vannes de barrage, la chambre de comptage de l'eau potable, etc. <p>Par ailleurs, il a été précisé que l'ensemble des réseaux de l'établissement a fait l'objet d'une inspection vidéo pour s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Le rapport de cette inspection a été transmis à l'inspection des installations classées.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Isolement avec les milieux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.2.6 |
| Thème(s) : Autre, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif doit être manuel et automatique. Ce dispositif est asservi au déclenchement du système d'extinction automatique. Il est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Il fait l'objet d'un entretien préventif et la mise en fonctionnement est définie par consigne.</p> <p>Constats : Deux vannes de barrages motorisées sont présentes. Deux panneaux indicateurs sont présents au droit de ces vannes, permettant de les identifier.</p> <p>Un indicateur lumineux est présent sur le tableau électrique de commande et permet de vérifier leur position ouverte ou fermée.</p> <p>En cas de besoin, un volant permet leur fermeture manuelle.</p> <p>Une attestation d'asservissement des vannes de barrage à l'alarme sprinkler a été établie par la société Demouselle. Cette dernière atteste également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du bon fonctionnement de la détection incendie avec le déclenchement sprinklage entraînant la fermeture des vannes de barrage (vannes martellières), • de la bonne fermeture des portes coupe-feu de la cellule sinistrée en cas de détection incendie, • du bon fonctionnement des sirènes incendie en cas de départ feu. <p>L'alarme est perceptible en tous points et actionne bien le compartimentage de la/les cellule(s) sinistrée(s).</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et de déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

Ce dispositif de traitement est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité du séparateur d'hydrocarbures à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Trois séparateurs à hydrocarbures ont été installés. Les fiches techniques et notes de dimensionnement de ces derniers ont été communiquées.

Chaque séparateur a été équipé d'une alarme de niveaux (signal visuel et sonore).

L'inspection des installations classées a rappelé la nécessité de veiller au bon entretien de ces dispositifs.

Lors de la visite, il a été constaté que l'alarme d'un des séparateurs d'hydrocarbures étaient enclenchée. L'exploitant a contacté son prestataire qui est intervenu le 31 mars pour résoudre le problème.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagement des points de prélèvements

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.3.6.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques |
| <p>Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p> <p>Constats : Des regards permettant la prise d'échantillon et l'installation d'appareil de mesure sont disposés à chaque point de rejet d'effluents liquides. Ces derniers sont aisément accessibles.</p> <p>D'autres regards sont présents à proximité de certains points de rejets, aussi l'inspection des installations classées a recommandé à l'exploitant de procéder à une identification claire des points de prélèvement pour éviter toute confusion.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Préservation de la consommation en eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 4.3.12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise sous 3 mois, une étude technico-économique visant à préserver la consommation d'eau (recyclage des eaux pluviales) et met en œuvre ses conclusions 6 mois après sa finalisation.</p> <p>Cette étude est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Afin de préserver la ressource en eau, et sur la base de la note réalisée par l'écologue, l'exploitant a privilégié l'implantation d'espèces locales pour les arbres et d'une prairie fleurie sur les espaces enherbés ; seuls les espaces enherbés devant l'entrepôt sont engazonnés. Par conséquent, aucun arrosage automatique n'a été mis en place.</p> <p>Par ailleurs, toujours dans l'objectif de préserver la ressource en eau, un système de recyclage de l'eau de refroidissement des groupes motopompes a été mis en place. Ainsi, l'eau utilisée pour refroidir les motopompes dans le cadre des essais hebdomadaire est réinjectée dans les réserves sprinkler au lieu d'être rejetée dans le réseau de collecte des eaux usées. Selon l'étude technico-économique réalisée par B27, en décembre 2021, cette installation permet d'économiser 692 m³ par an d'eau potable.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Contrôle des accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.1.4 |
| Thème(s) : Autre, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Le site est efficacement clôturé. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes sur le site. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de l'installation par gardiennage ou télésurveillance est mise en place 24h/24 et 7j/7, afin de permettre notamment l'alerte et l'accès des services d'incendie et de secours. Le responsable du site prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage. |
| Constats : Lors de la visite, il a été constaté que le site est entièrement clos par une clôture grillagée rigide, sur 2 m de hauteur. A l'entrée du site, un poste de contrôle est installé. Actuellement, un gardiennage 24h/24 et 7 jours sur 7 a été mis en place. Cependant, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées, que la télésurveillance était envisagée en dehors des heures d'exploitation. Des devis en ce sens, ont été faits. L'exploitant informera donc l'inspection des installations classées de son choix. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Comportement au feu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.2.1.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : (...)En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• La structure des bâtiments est au minimum stable au feu 1 heure (R60).• Sans préjudice des dispositions de l'article 7.2.2.3 du présent arrêté, les façades extérieures de l'entrepôt sont construites en matériaux de classe A2 s1 d0. Des écrans thermiques REI 120 sont mis en place en façade sud du bâtiment et nord de la cellule 1. Les façades est et ouest de l'entrepôt qui disposent de portes à quai et la façade nord de la cellule 3 sont en bardage métallique double peau. Le stockage de liquides inflammables (rubrique 4331) et d'aérosols (rubriques 4320 et 4321) est réalisé dans la cellule 3, divisée en deux cellules : 3A et 3B. Dans ce cas de figure, des écrans thermiques REI120 sont placés en façade nord de la cellule 3A et en façades est des cellules 3A et 3B.• L'entrepôt est compartimenté en 6 cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.• Les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs REI 240. Dans le cas d'un stockage de liquides inflammables et d'aérosols, les parois séparant les cellules 3A et 3B sont des murs REI 120. Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation. Les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. |

Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. Les portes sont doublées pour les murs REI 240 et présentent chacune un classement EI2 120 C.

- Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.(...)

Constats : Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2019, l'établissement est divisé en 6 cellules de stockage, par des murs coupe-feu en béton REI 240.

Une étude de non-ruine en chaîne de la charpente béton a été réalisée, en date du 8 décembre 2020. Cette dernière a été transmise à l'inspection des installations classées.

La structure de l'établissement est constituée d'une charpente béton ; le plan de récolement a été communiqué. La structure de du bâtiment est a minima stable au feu 60 minutes.

Les façades nord et sud de la cellule 1, sont constituées d'écrans thermiques 2h. Les panneaux bétons sont recouverts par de l'isolant puis par les panneaux de bardage.

Les façades est et ouest sont en bardage double peau avec isolant type laine de verre.

Les fiches techniques des bardages et des isolants ont été transmises. De même les attestations de classement au feu ont été communiquées.

Lors de la visite, il a pu être constaté que des plaques ont été apposées sur le bardage extérieur, au droit des murs coupe-feu séparatifs afin de préciser leur degré coupe-feu.

Les communications entre cellules de stockage sont équipées de portes coupe-feu coulissantes, pour le passage des chariots, équipées de détecteurs incendie autonomes permettant leur fermeture. Les procès-verbaux (PV) de classement au feu des portes ont été transmises.

Pour les passages piétons, des portes coupe-feu battantes ont été installées. Chaque passage dans les murs séparatifs REI 240 a été équipé de 2 portes battantes. Les PV de classement au feu de ces portes ont également été communiqués.

Lors de la visite, la porte coupe feu piétonne, permettant le passage vers la cellule 3A était bloquée par un transpalette stationnée derrière. Un rappel a été fait à l'exploitant sur la nécessité de veiller à laisser ces portes accessibles.

Le complexe de couverture répond à l'indice Broof T3. Les avis techniques des matériaux mis en œuvre ont été transmis.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral, la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur de 5 m, de part et d'autres des parois séparatives. La fiche technique de cette bande de protection précise qu'elle est classée A2S1d0.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cantonnement et désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.2.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et sans préjudice d'application du Code du travail, a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2% de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Constats : Chaque cellule est divisée en 8 cantons de désenfumage d'une superficie inférieure à 1600 m². Les cellules 3A et 3B, compte-tenu de leurs spécificités, sont divisées en 2 cantons chacune. La hauteur des écrans de cantonnement est de 1 m minimum.

Chaque canton est équipé de 6 ou 7 exutoires de désenfumage. Les exutoires de fumées sont à commande automatique (déclenchée par thermofusible) et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelles sont situées en 2 points opposés, près des issues de secours. La surface d'exutoire est de 4,62 m².

Un plan de couverture a été transmis ; il permet de vérifier que les cantons sont équipés d'exutoires de désenfumage et que ces derniers sont implantés à plus 7 m des murs coupe-feu séparatifs.

Par ailleurs, la fiche technique des exutoires ainsi que le tableau de comptage des exutoires par canton ont également été transmis.

Il a été précisé que les amenées d'air frais sont assurées par les portes à quai des cellules à désenfumer.

Lors de la visite, il a été constaté que les cantons de désenfumage sont délimités par des éléments de charpente béton et des écrans de cantonnement en panneaux de bardage métallique.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Evacuation du personnel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.2.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du Code du travail, les parties de bâtiment dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés. Les portes susceptibles d'être utilisées pour l'évacuation de plus de 50 personnes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie. L'ouverture des portes faisant partie de dégagements réglementaires doit se faire par une manœuvre simple, toute porte verrouillée devant être manœuvrable de l'intérieur dans les mêmes conditions et sans clé. À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. En tout état de cause, l'ouverture et l'accès à ces issues ne doivent pas être gênés par des obstacles. En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1000 m ² . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées. |
| Constats : Chaque cellule de stockage dispose d'issues de secours vers l'extérieur ou vers les cellules adjacentes. Par ailleurs, chaque cellule est dotée d'au moins 2 issues dans 2 directions opposées. Les portes des issues de secours sont équipées d'un système anti-panique qui permet l'ouverture d'une manœuvre simple et dans le sens la sortie. Dans chaque cellule, un interrupteur d'urgence est implanté à proximité des issues de secours ; il permet la coupure de l'alimentation électrique de la cellule. Le plan transmis par l'exploitant permet de constater que tout point de l'entrepôt est situé à moins de 75 m d'une issue de secours. L'exploitant a précisé que des arrêts d'urgence sont également implantés directement sur les armoires électriques divisionnaires qui sont situées dans chaque cellule. Un plan des emplacements des arrêts d'urgence électrique existe. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Mise en station des moyens aériens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Les murs coupe-feu séparant les cellules entre elles sont équipées d'une aire de mise en station des moyens aériens positionnée à chaque extrémité. Le mur séparatif entre les cellules 3A et 3B est équipé d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à une extrémité uniquement.

L'aire de stationnement au droit du mur coupe-feu entre les cellules 3A et 3B, a une largeur utile de 4 mètres minimum et une longueur de 15 mètres minimum et une pente de 10 % au maximum.

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins ».

Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles qu'il contrôle régulièrement permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

Constats : Lors de la visite, il a été constaté que des aires de mise en station des moyens aériens sont disposées aux 2 extrémités des murs coupe-feu.

L'exploitant a précisé que chaque aire a une largeur utile de 7 m et une longueur de 10 m, et que la pente est de 10% maximum. Par ailleurs, il a transmis, à l'inspection des installations classées, les essais de portance et de résistance au poinçonnement.

Le plan de masse transmis fait apparaître ces aires de mise en station.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aires de stationnement des engins

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.3.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 7.3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires. Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; elle comporte une matérialisation au sol ; elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe. l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum. <p>Constats : Au droit de chaque poteaux incendie, des aires de stationnement des engins sont matérialisées au sol. Ces dernières ont une largeur utile de 4 m et une longueur de 8 m. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, les essais de portance et de résistance au poinçonnement.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un véhicule garé sur l'aire de stationnement des engins située entre les quai 57 et 58. L'exploitant a immédiatement recherché le propriétaire du véhicule afin de libérer cette aire. L'exploitant doit s'assurer que les aires de stationnement des engins sont maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

Nom du point de contrôle : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 7.3.6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt conformément aux règles de l'APSA et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel. Les agents d'extinction des RIA, notamment ceux placés dans la cellule des produits inflammables, sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- un système d'extinction automatique à eau conforme à la norme NF EN 12845, de type ESFR approprié à la nature des stockages et de l'activité, et conforme à la norme NF EN 13565-2 dans chaque cellule de liquides inflammables, conçu et installé conformément aux normes en vigueur, alimenté par deux réserves d'eau de 800 m³ chacune ;
- une défense extérieure contre l'incendie composée de dix poteaux d'incendie implantés en périphérie du site et alimentés par une cuve de 1 440 m³. La cuve est réalimentée par le réseau public de la ZAC du Parc d'Activité de l'A5 à hauteur de 60 m³/h. Le réseau privé est équipé d'une motopompe diesel de 720 m³/h associée à une autre motopompe identique de secours.

Le réseau privé assure en toutes circonstances un débit minimal de 720 m³/h en simultanée pendant deux heures réparti sur six appareils hydrauliques de DN 2 x 100. Chaque hydrant doit présenter individuellement un débit minimum de 120 m³/h pendant 2 heures sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars pour les hydrants de DN 2 x 100.

Les dix poteaux sont implantés à une distance de 100 mètres au plus d'un accès à l'entrepôt, par les chemins de 1,8 m de large praticables par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir. L'exploitant veille à garantir l'accès libre à chaque point d'eau incendie en permanence. Chaque aire de stationnement est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 m maximum.

Chaque réserve incendie doit respecter les dispositions suivantes :

- être accessible en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers,
- la distance entre la réserve et le risque à défendre est la même que celle définie par les hydrants,
- disposer de demi-raccords d'alimentation fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre (NFS 61.703) conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit suffisant.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée et qu'en cas de dysfonctionnement sur un tronçon, les autres hydrants puissent être utilisés.

L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau en simultané (pour chaque appareil hydraulique).

L'exploitant doit transmettre, avant la mise en service en exploitation, au chef du centre d'incendie et de secours, une attestation délivrée par l'installateur des points d'eau (...).

Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'extincteurs en de nombreux points de l'entrepôt, y compris dans les locaux techniques. Ces derniers sont adaptés aux risques.

Des RIA sont également présents dans les cellules de stockage et positionnés de façon à ce que chaque point des cellules soit accessible par 2 jets de lance.

Un plan d'implantation des RIA a été transmis ainsi que l'attestation de conformité des RIA.

L'exploitant a précisé qu'une formation du personnel sur l'utilisation des extincteurs et des RIA était prévue prochainement.

Un sprinklage de type ESFR est installé ; ce dernier est conforme à la norme NFPA. Cette installation est alimentée par 2 cuves de 583 m³ situées au centre de la façade sud de l'entrepôt. L'attestation de conformité de l'installation de sprinklage à la norme NFPA, rédigée par l'installateur, a été transmise.

Lors de la visite, dans le local sprinklage, l'inspection des installations classées a constaté que le schéma de principe était affiché. Par ailleurs, il a été observé la présence d'une alarme technique sur l'armoire. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'un dysfonctionnement. Le prestataire est intervenu le 31 mars 2022 afin de résoudre le problème.

Une défense extérieure contre l'incendie, composée de 10 poteaux incendie, est présente. Elle est alimentée par une cuve de 1482m³ située au nord-est du site. Deux motopompes, installées dans un local dédié, permettent l'alimentation de ce réseau incendie.

Les fiches techniques des poteaux incendie ont été communiquées.

Les relevés des débits disponibles (individuels et en simultané) des poteaux incendie ont été transmis. Les relevés en simultané démontrent qu'un débit de 720 m³/h est assuré.

Par courrier du 5 avril 2022, l'exploitant a transmis au chef du centre d'incendie et de secours un dossier comprenant les plans des poteaux incendie du site, le procès verbal des essais des poteaux incendie ainsi que la description de l'installation.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une alarme dans le "local poteaux incendie" signalant un manque d'eau bien que la cuve soit remplie. L'exploitant suspecte un problème électrique ; le prestataire doit intervenir.

L'exploitant devra informer l'inspection des installations classées des conclusions du prestataire sur ce dysfonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2021, article 2.2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents |
| Prescription contrôlée : Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 7.5.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral : "L'installation doit disposer d'une voie engins permettant d'accéder à au moins 2 faces de chaque rétention déportée. L'écoulement étant canalisé, les caniveaux et les tuyauteries devront disposer d'un équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre la cellule de stockage et la rétention déportée (par exemple, un siphon antifeu)." |
| Constats : Les cellules 3A et 3B sont dédiées au stockage de liquides inflammables ; elles sont reliées à un bassin de rétention déporté extérieur, d'un volume de 785 m ³ . Des siphons coupe-feu ont été mis en place pour empêcher la propagation d'un éventuel incendie de la cellule de stockage à la rétention. La fiche technique de ces siphons a été transmise. Le bassin de rétention est accessible par la voie engins pour la face ouest ; un chemin stabilisé d'une largeur de 6 m permet d'accéder à la face sud du bassin. Il a été précisé qu'en l'absence de stockage de liquides inflammables dans le bâtiment, ce bassin n'a pas d'utilité actuellement et recueille les eaux de pluie. Ces dernières sont rejetées dans le bassin d'orage voisin. Actuellement, la canalisation entre ces 2 bassins est dépourvue de vanne. En cas de stockage de liquides inflammables, l'exploitant devra procéder, préalablement, à la mise en place d'une vanne qui restera fermée en permanence. Il faudra également veiller à la mise en place d'une procédure visant à vider régulièrement les eaux pluviales collectées dans la rétention vers le bassin d'orage voisin, afin d'assurer la disponibilité permanente des 785 m ³ . |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : Un état des stocks des matières stockées est tenu à jour de façon hebdomadaire. Sa mise à jour est faite le vendredi. La responsable QHSSE dispose d'un exemplaire de cet état des stocks et une copie est également disponible au niveau de la loge gardien.</p> <p>A l'heure actuelle, l'exploitant ne stocke pas de produits dangereux.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |